

Numéro	DL260930-RESS02	
Nature de l'acte	Délibération	
Matière	Finances locales - Divers	
Objet	Admission en non-valeur de créances irrécouvrables et constatation de créances éteintes	

VILLE D'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Extrait du registre des délibérations Conseil municipal du 30 septembre 2026 à la salle des fêtes municipale

L'an deux mil vingt-six le trente du mois de septembre à dix-huit heures trente minutes, le Conseil municipal s'est réuni à la salle des fêtes municipale - en session ordinaire - sur convocation et sous la présidence de Monsieur Thibaud PHILIPPS, Maire.

Etaient présents :

PHILIPPS Thibaud, Maire, HECKEL Huguette, SAIDANI Lamjad, MASSE-GRIESS Dominique, SCHEUER Serge, DREYFUS Elisabeth, RICHARD Yvon, RIMLINGER Barbara, MADANI Naïma, HAAS Philippe, Adjoint, TRAPPLER Francis, SEIGNEUR Sylvie, FELLMANN Evelyne, FRUH Marie-José, VANDERLIEB Christine, KAYSER Joëlle, MARIVAL Sylvie, KIEHL Fabrice, BUCHHOLZER Jean-Christophe, LEVY Thomas, CLAUS Stéphanie, DUFANT Véronique, HERBEAULT Cédric, MONZINGER Nadine, MACIAZEK Pierre, BRANCHEREAU Loïc, CHABAN Ivan, TISSIER Elise, MAGDELAINE Séverine, DURAND Jérémy, LOUIS Lucas, FRIEDRICH Marc, VIVET Laurent, Conseillers

Etaient absents :

- Monsieur FRUH Hervé ayant donné procuration à Monsieur RICHARD Yvon
- Monsieur HURELLE Gautier

Secrétaire de séance : Monsieur Alexandre VINCENT-BEAUME,
Directeur général des services

Nombre de conseillers présents :	33
Nombre de conseillers votants :	34
Date de convocation et affichage :	24 septembre 2026
Date de publication de la délibération :	9 octobre 2026
Date de transmission au Contrôle de Légalité :	9 octobre 2026

Accusé de réception en préfecture
067-216702183-20260930-DL260930-RESS02-DE
Date de réception préfecture : 09/10/2026

Numéro	DL260930-RESS02	1/4
Matière	7.10. Finances locales – Divers	

III. RESSOURCES

2. ADMISSION EN NON-VALEUR DE CREANCES IRRECOUVRABLES ET CONSTATATION DE CREANCES ETEINTES

Conformément au principe de séparation de l'ordonnateur et du comptable, le recouvrement des créances relève de la compétence du comptable public. Il lui appartient d'effectuer toutes les diligences utiles et de mettre en œuvre l'ensemble des voies d'exécution forcée autorisées.

1. Admission en non-valeur de créances irrécouvrables

Lorsque le comptable public, après avoir utilisé tous les moyens de poursuites, n'a pu mener à son terme le recouvrement des sommes dues, il est fondé à demander à la collectivité leur admission en non-valeur. Elle doit être prononcée par l'assemblée délibérante sur présentation d'un état des sommes non recouvrées détaillant les noms des débiteurs, les montants et les motifs du non-recouvrement.

L'admission en non-valeur est une mesure administrative d'apurement budgétaire et comptable qui concerne des créances en général anciennes dont les perspectives de recouvrement sont quasi-nulles.

Les créances admises en non-valeur font l'objet d'un mandat imputé au budget au chapitre 65, à l'article 6541.

L'admission en non-valeur ne fait pas obstacle à l'exercice des poursuites, le titre émis conserve un caractère exécutoire et l'action en recouvrement demeure possible dès qu'il apparaît que le débiteur revient à « meilleure fortune ».

La liste des créances irrécouvrables proposée par le comptable public pour la Ville d'Illkirch-Graffenstaden figure en annexe à la présente délibération et présente des titres à admettre en non-valeur pour un montant total de 4 062,63 €. Ces derniers concernent des créances datant de 2014 à 2025 relevant principalement des impayés liés à la restauration scolaire, aux centres de loisirs et périscolaires à la taxe sur la publicité extérieure ainsi qu'à la location de jardins familiaux.

Par ailleurs, le Conseil Municipal avait approuvé entre 2020 et 2021 la mise en œuvre d'un dispositif de bons d'achats bonifiés afin de soutenir le commerce local et le pouvoir d'achat des habitants.

Le Conseil Municipal avait ainsi autorisé le Maire à signer une convention de partenariat ainsi qu'une convention financière avec la SAS Keetiz et il avait validé le paiement échelonné d'une subvention sur un compte initial dédié et personnalisé au nom de cette même société. Une dotation 625 000 € a été versé par la Ville dans ce cadre. La valeur totale des bons d'achats qui ont été consommés a atteint 712 380 €. La Ville participant à 50 % de la valeur des bons, le montant total de la subvention utilisée pour le dispositif s'est donc élevé à de 356 190 €.

Après clôture de l'opération le 31 janvier 2022, la Ville a demandé à la société Keetiz le reversement du solde de la subvention non consommée, soit un montant de 268 776,97 €. Un titre de recettes a été émis à l'encontre de la société en juin 2022 afin de recouvrer

Numéro	DL260930-RESS02	2/4
Matière	7.10. Finances locales – Divers	

la somme due. La société n'a pas reversé les fonds ce qui a conduit le comptable public à entamer des poursuites.

Dans le respect des procédures prévues et des compétences de chacun, la Ville a constaté que le tribunal de commerce de Montpellier a rendu un jugement en date du 20/10/2023 prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire pour la SAS KEETIZ. Ce jugement a fait l'objet d'une publication officielle au Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales (Bodacc) le 27/10/2023.

Dans un souci de bonne gestion et de prudence, une provision a été constituée le 18 décembre 2023 permettant de prémunir la Ville d'un non-recouvrement définitif de cette créance.

Par un jugement du 31 mai 2024, le Tribunal de Commerce de Montpellier a prononcé la liquidation judiciaire de la SAS KEETIZ. Le mandataire judiciaire a informé le Trésor Public que la liquidation judiciaire de la société est irrécouvrable et qu'elle sera clôturée pour insuffisance d'actif.

Il est donc proposé de prononcer l'admission en non-valeur du titre n°T-778 de 2022 d'un montant total de 268 776, 97 €. La provision constituée pourra ainsi être reprise et l'opération n'aura pas d'impact sur l'équilibre budgétaire et le résultat de l'exercice 2026.

Il est important de rappeler qu'au-delà de la procédure de liquidation judiciaire de la société et de cette proposition d'admission en non-valeur, la Ville a engagé des poursuites sur le plan pénal en déposant une plainte pour abus de confiance, ainsi que pour des faits susceptibles de recevoir les qualifications d'escroquerie et de banqueroute. La procédure pénale est toujours en cours à ce jour.

2. Extinction de créances :

La Ville mandate également des créances éteintes, créances dont l'irrécouvrabilité résulte d'une décision juridique extérieure définitive qui s'oppose à toute action en recouvrement dans le cadre d'une procédure de surendettements ou d'une procédure collective.

La liste des créances éteintes proposée par le comptable public figure en annexe de la présente délibération et présente des titres pour un montant total de 2 677,97 €. Il s'agit de montants impayés liés aux accueils périscolaires concernant deux personnes en situation de surendettement.

Numéro	DL260930-RESS02	3/4
Matière	7.10. Finances locales – Divers	

Il est proposé au Conseil municipal d'adopter la délibération suivante :

Le Conseil municipal,

- VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1617-2, L. 2541-12 et L. 2543-1 ;
- VU** l'article 9 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- VU** le référentiel budgétaire et comptable M57 ;
- VU** la liste des créances proposées pour admission en non-valeur ;
- VU** le jugement du 31 mai 2024 du tribunal judiciaire de Montpellier prononçant la liquidation judiciaire de la société Keetiz ;
- VU** la liste des créances éteintes ;
- VU** les crédits ouverts au Budget Primitif 2026 de la Ville d'Ilkirsch-Graffenstaden ;

CONSIDÉRANT que l'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour but de faire disparaître des écritures de prise en charge du comptable, les créances irrécouvrables,

CONSIDÉRANT que toutes les opérations visant à recouvrer des créances ont été diligentées par le Comptable public,

CONSIDÉRANT que la décision d'admission en non-valeur relève de la compétence du Conseil municipal,

Après en avoir délibéré,

Sur avis favorable de la Commission Ressources du 16 septembre 2026,

DÉCIDE

ARTICLE 1^{er} :

Les créances déclarées irrécouvrables par le Comptable de la Trésorerie d'Ilkirsch-Graffenstaden figurant en annexe à la présente délibération, pour un montant total de 272 803 euros, sont admises en non-valeur.

ARTICLE 2 :

L'extinction des créances proposées par le Comptable de la Trésorerie d'Ilkirsch-Graffenstaden figurant en annexe à la présente délibération, pour un montant total de 2 677,97 euros est constatée.

Numéro	DL260930-RESS02	4/4
Matière	7.10. Finances locales – Divers	

ARTICLE 3 :

Monsieur le Maire ou son représentant est autorisé à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

ADOpte LA PRÉSENTE DÉLIBÉRATION

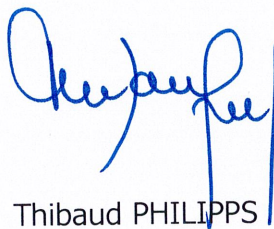
POUR : 30

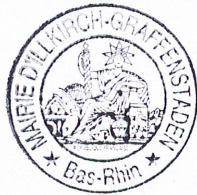
CONTRE :

ABSTENTION : 4 MADGELAINE Séverine, DURAND Jérémy, LOUIS
Lucas, FRIEDRICH Marc

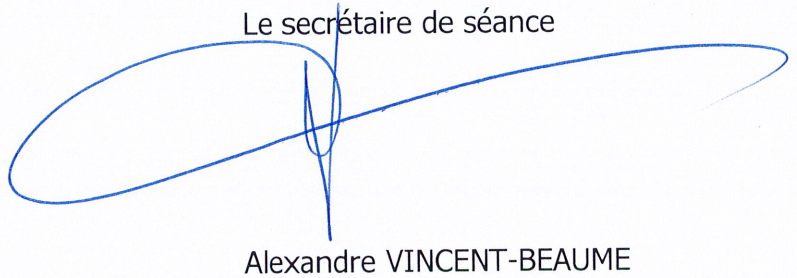
Pour extrait conforme

Le Maire


Thibaud PHILIPPS



Le secrétaire de séance


Alexandre VINCENT-BEAUME

Voies et délais de recours : La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal administratif de Strasbourg sis 31, avenue de la Paix – BP 51038 67070 Strasbourg Cedex, ou via l'application « Télérecours » sur le site internet <https://www.telerecours.fr> (articles R.414-1 et R. 414-2 du code de justice administrative) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse.